

Organisateur de l'activité

- **Nom**
LEFRANCOIS
- **Prénom**
Roselyne
- **Adresse**
Maison Internationale de Rennes 7 quai Chateaubriand 35000 RENNES
- **Numéro de téléphone**
0620854550
- **Raison sociale**
MOUVEMENT EUROPEEN ILLE ET VILAINE

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
"LE PROJET EUROPEEN A L'EPREUVE DES POPULISMES"
- **Description de l'activité**
conférence/débat donnée par Fabien CHEVALIER, Président de "Sauvons l'Europe" suivie d'un débat avec la salle, animé par le conférencier et des membres du ME-35 sur le thème de L'EUROPE A L'EPREUVE DES POPULISMES. Le but était d'analyser les causes de la montée des mouvements dits "populistes" actuellement à l'oeuvre en Europe, mais aussi de faire un état des lieux des courants d'opinions publiques transeuropéens susceptibles de les contrer et enfin d'identifier les réformes nécessaires à apporter au projet européen.
- **Date et heure**
vendredi 19 octobre 2018

- **Lieu**
Bibliothèque municipale de DINAN - 22106 DINAN
- **Nombre de participants**
50
- **Catégories de publics présents**
public diversifié informé par les réseaux locaux et le ME-35.
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Fabien CHEVALLIER - Président de "SAUVONS L'EUROPE"

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
 - * Le phénomène de la montée des populismes n'est pas spécifique à l'Europe, il s'inscrit dans des enjeux complexes au niveau mondial et s'exprime dans d'autres pays (USA, Inde, Brésil...). Néanmoins, malgré les institutions démocratiques, l'état de droit et l'économie sociale de marché auxquels tiennent les peuples européens, les pays de l'UE n'échappent pas à cette vague montante et tout particulièrement l'UE qui focalise les critiques.
 - * Pour comprendre pourquoi ces critiques ont un impact sur une partie de l'opinion publique, il convient d'interroger en 1er lieu le projet politique européen qui connaît 2 grands problèmes:
 - la politique européenne est illisible
 - le système de gouvernance est inaudible
 - Sont mis en question:
 - l'absence d'incarnation du pouvoir dans les institutions européennes
 - la méconnaissance du rôle des EM dans les institutions qui permet les doubles langages
 - la méconnaissance des institutions UE et de leurs modes d'élection ou de composition
 - certains modes de représentation et de gouvernance démocratiques qui excluent aux deux extrémités du spectre politique dans les EM (le système majoritaire pur ou la coalition) ou bien le système de coalition au PE qui provoque la confusion politique chez les électeurs.
 - * De plus l'histoire commune récente des européens a été marquée par 3 ruptures qui ont eu un impact important sur les opinions:
 - démocratique: cf le contournement du référendum sur le Traité constitutionnel
 - économique: si les mesures prises lors de la crise de 2008 ont permis de sauver les banques et la finance (pour le bien général), les politiques menées ont été ensuite défailtantes sur le plan social au détriment des catégories les plus pauvres.
 - de solidarité sur les valeurs humanistes: la crise migratoire en étant l'illustration la

plus radicale.

* Les politiques néolibérales majoritairement menées au plan économique et social font le lit des mouvements populistes. Il faudrait passer d'une logique "purement gestionnaire" à une logique de "transformation" pour les catégories qui souffrent de la mondialisation, y-compris les classes moyennes qui craignent l'extension du phénomène de déclassement et de régression sociale. D'autant plus que les formations populistes s'approprient les programmes sociaux que les partis majoritaires avaient négligés.

Les partis démocratiques sont donc appelés à restaurer la solidarité économique et sociale dans leurs projets et notamment au niveau européen, à rappeler aux plus riches leurs devoirs de solidarité et donc de contribution sociétale, pour mieux contrer les projets populistes qui ne fondent la cohésion que sur l'identité et l'exclusion.

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

* Place de l'islamisme dans les peurs: éviter les amalgames et les raisonnements par induction à partir de cas particuliers. Ne pas assimiler quelques cas particuliers d'incivilités ou de délits provenant de la population immigrée à l'ensemble de cette population ni à ses convictions religieuses. Du reste, les expériences d'accueil au niveau local sont majoritairement positives (Ex de Cancale).

* L'euro n'est-il pas en partie responsables de certaines difficultés économiques: il y a des controverses de doctrine entre économistes, mais au final personne ne souhaite sortir de l'Euro. Le problème viendrait plutôt d'une monnaie dont il faudrait parachever et renforcer le processus de construction (système monétaire européen complet).

* L'illibéralisme? Le régime revendiqué par certains PECO se réduit à la fonction élective de la démocratie dont les autres dimensions sont attaquées (droits de l'homme, justice...). Compte tenu de la disparition des droits d'expression lié aux fonctions électives ultérieures, ce système peut constituer la 1ère phase de l'installation durable de régimes de dictature.

* La perception de l'engagement des populistes au service du "peuple". Les partis populistes sont perçus comme des gens qui agissent sur les problèmes, face à l'inertie des autres partis. N'ayant pas été au pouvoir, ils ne sont pas considérés comme responsables du délitement. Même si leurs réponses sont mauvaises, leur activisme est assimilé à une tentative de résolution des difficultés là où les autres ont échoué.

* La question de la compétence et de l'engagement des députés européens. Cette question est spécifique aux députés européens français dont le modes de désignation par les partis politiques français ne contribue pas à mettre en valeur les problématiques européennes. L'Allemagne au contraire joue sur la continuité, l'investissement de long terme et l'accumulation des compétences. Cette spécificité française est également à relier aux pleins pouvoirs du Président de la République en matière internationale et européenne ce qui réduit les enjeux du contrôle démocratique.

* Question de la rigueur dans la gestion des élus européens (cf présence, cf dépenses): le PE est l'institution la plus transparente (cf affichage complet des démarches des lobbies). La démocratie est un investissement et il ne faut pas rabaisser le statut des élus.

* La montée récente des verts dans des élections en Europe annonce t'elle de nouvelles coalitions? La présence significative des partis écologistes reste globalement limitée à la France et à l'Allemagne. Ce sera sans doute insuffisant pour avoir un impact sur le

futur PE.

Par contre il ne faut pas minimiser les risques de prise du pouvoir par l'extrême droite, la vigilance s'impose.

* Comment dépasser "Dublin 2". Un minimum de solidarité est indispensable pour assurer une répartition des réfugiés sur les différents pays sans toutefois abuser de mécanismes trop contraignants qui risqueraient de provoquer un rejet global (assimilation au phénomène du taux de consentement à l'impôt).

- **Pistes de proposition formulées**

La réunion/débat n'a pas à proprement parler donné lieu à des propositions explicites. Les thèmes abordés et l'argumentation développée ont semblé recueillir l'adhésion d'une majorité de participants qui a publiquement apprécié le "parler vrai" du conférencier.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**
[Not answered]